

Rapport financier semestriel

Pour la période
close au 30 juin 2013

1	RAPPORT D'ACTIVITÉ SEMESTRIEL	PAGE 2
2	COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES CONDENSÉS	PAGE 15
3	CERTIFICATION	PAGE 37
4	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	PAGE 38

LAFARGE
Construire
des villes meilleures™

1. Rapport d'activité

Le Conseil d'Administration de Lafarge, réuni le 25 juillet 2013 sous la Présidence de Bruno Lafont, a approuvé les comptes au 30 juin 2013. L'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de Lafarge par les commissaires aux comptes a fait l'objet d'un rapport figurant dans le Rapport financier semestriel pour la période close au 30 juin 2013.

Le rapport semestriel d'activité doit être lu en liaison avec les comptes consolidés semestriels 2013 et le Document de Référence de la société pour l'exercice 2012 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 3 avril 2013 sous le numéro D.13-0276. Lafarge exerce ses activités dans un environnement dont l'évolution l'expose à des facteurs de risques et incertitudes qui viennent s'ajouter aux facteurs de risques liés à l'exercice de ses métiers. Une description détaillée de ces facteurs de risques et incertitudes figure au chapitre 5 « Risques et contrôle » du Document de Référence. La matérialisation des risques pourrait avoir un effet négatif sur nos activités, notre situation financière, nos résultats, nos perspectives ou le cours de l'action, notamment durant les six mois restants de l'exercice. Il peut exister d'autres risques qui n'ont pour l'instant pas été identifiés ou dont la survenance n'est pas considérée comme pouvant avoir de tels effets négatifs à ce jour.

Dans les présents états financiers et dans nos communications aux actionnaires et aux investisseurs, l'expression « résultat d'exploitation courant » fait référence au sous-total « résultat courant avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres » dans le compte de résultat consolidé. Ce sous-total exclut donc du résultat d'exploitation les éléments dont le montant et/ou la fréquence sont par nature imprévisibles, telles que les plus-values de cession, les pertes de valeur d'actifs et les charges de restructuration. Même si ces éléments ont été constatés lors d'exercices précédents et qu'ils peuvent l'être à nouveau lors des exercices à venir, les montants constatés historiquement ne sont pas représentatifs de la nature et/ou du montant de ces éventuels éléments à venir. Le Groupe estime donc que le sous-total « résultat d'exploitation courant » présenté de manière distincte dans le compte de résultat, facilite la compréhension de la performance opérationnelle courante, permet aux utilisateurs des états financiers de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats et d'identifier plus facilement les tendances de la performance financière du Groupe. Par ailleurs, le « résultat d'exploitation courant » est une composante majeure du principal indicateur de rentabilité du Groupe, le retour sur capitaux employés. Ce ratio résulte de la somme du « résultat d'exploitation avant plus-values de cession, pertes de valeur sur actifs, restructuration et autres », et du résultat des sociétés mises en équivalence, rapportée à la moyenne des capitaux employés. Le Groupe utilise cet agrégat en interne pour : a) gérer et évaluer les résultats de ses activités et lignes de produits, b) prendre des décisions d'investissement et d'allocation des ressources, et c) évaluer la performance du personnel d'encadrement. Compte tenu des limites liées à l'utilisation de cet agrégat, exposées ci-après, le Groupe restreint l'utilisation de cet agrégat à ces objectifs.

Ce sous-total présenté de manière distincte du résultat d'exploitation n'est pas nécessairement comparable aux indicateurs de même intitulé utilisés par d'autres Groupes. En aucun cas, il ne saurait être considéré comme équivalent au résultat d'exploitation du fait que les plus-values de cession, les pertes sur actifs, les restructurations et autres ont un impact sur notre résultat d'exploitation et notre trésorerie. Ainsi, le Groupe présente aussi, dans le compte de résultat consolidé, le résultat d'exploitation qui comprend l'ensemble des éléments ayant un impact sur le résultat opérationnel du Groupe et sur sa trésorerie.

Le résultat brut d'exploitation (ou « EBITDA ») est défini comme le résultat d'exploitation courant avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels. Cet indicateur financier est une mesure non comptable. La marge brute d'exploitation représente l'EBITDA rapporté au chiffre d'affaires.

Les données 2012 ont été retraitées pour refléter l'impact des amendements d'IAS 19. Des informations complémentaires sont données dans les notes aux comptes consolidés intermédiaires condensés.

Ce document contient des déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Elles portent notamment sur des plans, initiatives, événements, produits, solutions et services, leur développement et potentiel. Bien que Lafarge estime que ces déclarations prospectives reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent document, les investisseurs sont alertés sur le fait qu'elles ne constituent pas des garanties quant à la performance future. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle de Lafarge, et notamment les risques décrits dans le Document de Référence de Lafarge disponible sur son site Internet (www.lafarge.com) et les incertitudes liées aux conditions de marché et à la mise en œuvre de nos plans. En conséquence, toute précaution doit être prise dans l'utilisation de ces déclarations prospectives. Lafarge ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces déclarations prospectives.

Des informations plus complètes sur Lafarge peuvent être obtenues sur son site Internet (www.lafarge.com), notamment à la page « Information réglementée ».

Ce document ne constitue pas une offre de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat de titres Lafarge.

Chiffres clés consolidés

Synthèse des chiffres clés

	6 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012			2013	2012		
Volumes								
Ciment (MT)	65,2	69,7	-6 %	-4 %	36,5	38,4	-5 %	-3 %
Granulats (MT)	83,8	84,2	-	-4 %	50,9	51,0	-	-1 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	15,0	15,7	-5 %	-1 %	8,3	8,6	-4 %	-
<i>En millions d'euros, à l'exception du résultat net par action</i>								
Chiffre d'affaires	7 248	7 614	-5 %	-2 %	4 112	4 261	-3 %	-
EBITDA	1 302	1 513	-14 %	-9 %	922	1 002	-8 %	-3 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	18,0 %	19,9 %	-190pb		22,4 %	23,5 %	-110pb	
Résultat d'exploitation courant	791	1 012	-22 %	-12 %	667	750	-11 %	-4 %
Résultat net, part du Groupe ⁽¹⁾	84	(21)			201	39		
Résultat par action (en euros) ⁽²⁾	0,29	(0,07)			0,70	0,14		
Cash flow libre ⁽³⁾	(132)	(312)			165	122	35 %	
Endettement net	11 881	12 550	-5 %					

(1) Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

(2) Sur la base d'un nombre moyen d'actions en circulation de 287,2 millions pour le premier semestre 2013 et 287,1 millions pour le premier semestre 2012

(3) Défini comme les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies après déduction des investissements de maintien

Chiffre d'affaires et EBITDA par zone géographique et par ligne de produits

Chiffre d'affaires

	6 Mois		Variation	Effet des variations de périmètre	Effet des variations de change	Variation à périmètre et taux de change constants	2 ^{ème} Trimestre		Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012					2013	2012	
Par zone géographique									
Amérique du Nord	1 259	1 395	-10 %	-6 %	-2 %	-2 %	811	905	-1 %
Europe occidentale	1 602	1 624	-1 %	5 %	-	-6 %	894	871	-2 %
Europe centrale et de l'Est	488	561	-13 %	-	-	-13 %	340	380	-10 %
Moyen-Orient et Afrique	2 017	2 196	-8 %	-	-5 %	-3 %	1 077	1 152	-1 %
Amérique Latine	456	474	-4 %	-	-8 %	4 %	238	233	8 %
Asie	1 426	1 364	5 %	-	-2 %	7 %	752	720	6 %
Par ligne de produits									
Ciment	4 723	5 127	-8 %			-3 %	2 639	2 819	-1 %
Granulats et Béton	2 476	2 443	1 %			-	1 444	1 418	2 %
Holdings et autres	49	44					29	24	
TOTAL	7 248	7 614	-5 %	-	-3 %	-2 %	4 112	4 261	-

EBITDA

	6 Mois		Variation	Effet des variations de périmètre	Effet des variations de change	Variation à périmètre et taux de change constants	2 ^{ème} Trimestre		Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012					2013	2012	
Par zone géographique									
Amérique du Nord	129	128	1 %	-14 %	-2 %	17 %	141	170	-8 %
Europe occidentale ⁽¹⁾	150	255	-41 %	-3 %	-	-38 %	145	173	-14 %
Europe centrale et de l'Est	45	87	-48 %	-	-	-48 %	80	101	-21 %
Moyen-Orient et Afrique	550	646	-15 %	-	-5 %	-10 %	304	329	-1 %
Amérique Latine	122	129	-5 %	-	-6 %	1 %	71	70	7 %
Asie	306	268	14 %	-	-3 %	17 %	181	159	16 %
Par ligne de produits									
Ciment ⁽¹⁾	1 181	1 371	-14 %	-	-	-8 %	776	852	-3 %
Granulats et Béton	114	134	-15 %	-	-	-14 %	142	149	-7 %
Holdings et autres	7	8	-	-	-	-	4	1	-
TOTAL ⁽¹⁾	1 302	1 513	-14 %	-2 %	-3 %	-9 %	922	1 002	-3 %

(1) Pénalisé par la diminution des ventes de crédits carbone: aucune cession en 2013, à comparer à 46 millions d'euros vendus au premier semestre 2012:
- Impact de 45 million d'euros (23 million d'euros au deuxième trimestre) en Europe occidentale
- Impact de 1 million d'euros en Europe centrale et de l'Est

1.2. Analyse des résultats opérationnels et financiers

Toutes les données relatives au chiffre d'affaires, aux volumes vendus, à l'EBITDA, ainsi qu'au résultat d'exploitation courant comprennent la contribution au pro rata de nos filiales consolidées par intégration proportionnelle.

L'analyse par pays de l'évolution de nos volumes et de nos ventes, sauf indication contraire, concerne les volumes domestiques et le chiffre d'affaires provenant du marché géographique concerné et réalisé sur ce marché, et ne tient donc pas compte des ventes et des volumes à l'exportation.

Faits marquants du Groupe au premier semestre 2013

- Au deuxième trimestre, l'EBITDA a bien résisté malgré des conditions météorologiques défavorables notamment en Amérique du Nord, l'absence de vente de crédits carbone et un effet négatif des variations des taux de change.
- Les actions Performance et Innovation ont généré respectivement 100 millions et 60 millions d'euros d'EBITDA additionnel au cours du trimestre, soit un total de 260 millions d'euros sur le semestre, en ligne avec notre objectif.
- La marge brute d'exploitation hors CO₂ reste stable à périmètre et taux de change constants sur le trimestre, soutenue par les actions Performance et Innovation ainsi que par des hausses de prix qui ont compensé la baisse des volumes et l'inflation des coûts.
- Le résultat net part du Groupe du deuxième trimestre s'établit à 201 millions d'euros. En 2012, le résultat net part du Groupe du deuxième trimestre, impacté par des éléments non récurrents, s'élevait à 39 millions d'euros.
- La dette nette est en baisse de 0,7 milliard d'euros au 30 juin 2013 par rapport à fin juin 2012, grâce à une maîtrise rigoureuse des investissements et une optimisation du besoin en fonds de roulement conduisant à une croissance du cash-flow libre de 35 % sur le trimestre. En tenant compte de la cession de nos activités plâtre aux Etats-Unis annoncée récemment, le Groupe a sécurisé 1,5 milliard d'euros¹ depuis le début de 2012, dont 0,9 milliard d'euros seront perçus au second semestre.

¹ Hors 0.2 md€ relatif à l'augmentation de capital souscrite par notre nouveau partenaire en Inde comme annoncé en Mai 2013

Synthèse du chiffre d'affaires, de l'EBITDA et du résultat d'exploitation courant

Le premier semestre a été marqué par la bonne résistance des résultats malgré des volumes plus faibles qu'attendu dans certaines régions. Dans ce contexte, le Groupe a poursuivi la mise en oeuvre de ses initiatives internes, avec des actions de performance et d'innovation en ligne avec ses objectifs, et a réalisé des avancées significatives au cours du trimestre vers l'objectif de ramener la dette nette du Groupe en dessous de 10 milliards d'euros.

Les volumes vendus ont reculé sur le deuxième trimestre, quoiqu'à un rythme plus modéré qu'au premier trimestre, avec une base de comparaison particulièrement élevée au premier semestre 2012, des conditions météorologiques défavorables en Amérique du Nord, et des pénuries temporaires de combustibles en Egypte. A périmètre et taux de change constants, les volumes vendus sur le premier semestre 2013 de ciment, de granulats et de béton ont reculé de 4 %, 4 % et 1 %, respectivement, par rapport au premier semestre 2012.

Le chiffre d'affaires consolidé, à 7 248 millions d'euros pour le premier semestre 2013, est ressorti en repli de 5 % par rapport à l'année 2012, et de 3 % à 4 112 millions d'euros au deuxième trimestre.

Les variations du périmètre de consolidation ont eu un impact net légèrement négatif sur le chiffre d'affaires (-0,2 % sur le semestre, et -0,5 % au deuxième trimestre), l'effet de la cession de deux usines situées dans le Missouri et dans l'Oklahoma (Etats-Unis) ayant été pratiquement annulé par l'impact de la consolidation de la joint-venture avec Tarmac au Royaume-Uni. Les variations de change ont eu un effet défavorable (-2,9 %, tant sur les ventes du premier semestre que sur les ventes du deuxième trimestre), reflétant principalement la dépréciation du rand sud africain, de la livre égyptienne, du real brésilien et de la roupie indienne par rapport à l'euro.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires consolidé s'est inscrit en retrait de 2 % par rapport au premier semestre 2012, mais est resté stable par rapport au deuxième trimestre 2012, les hausses de prix mises en oeuvre dans l'ensemble de nos lignes de produit en réponse à l'inflation des coûts ayant permis de compenser en grande partie l'impact de la diminution des volumes, notamment au deuxième trimestre durant lequel cette baisse s'est atténuée.

L'EBITDA s'est inscrit en diminution sur le deuxième trimestre et sur la première moitié de l'année, en incluant un effet défavorable des variations de change (-3 % sur le semestre) et des variations de périmètre (-2 % sur le semestre). À périmètre et taux de change constants, l'EBITDA s'est contracté de 9 % par rapport au premier semestre 2012 (3 % au deuxième trimestre), nos actions en matière de performance et d'innovation et les hausses de prix passées ayant fortement atténué l'impact de la baisse des volumes, l'inflation des coûts et l'absence de ventes de crédit carbone (contre 46 millions d'euros au premier semestre 2012, et 24 millions d'euros au deuxième trimestre 2012). Les initiatives du Groupe en matière de performance et d'innovation ont respectivement généré 160 et de 100 millions d'euros d'EBITDA au premier semestre 2013, en ligne avec l'objectif 2013 du Groupe.

Le résultat d'exploitation courant s'est contracté de 12 % par rapport au premier semestre 2012 (-4 % au deuxième trimestre), à périmètre et taux de change constants et après retraitement de l'impact de l'amortissement des actifs au Royaume-Uni, interrompu le 1^{er} mars 2011, conformément aux normes IFRS, et repris depuis le 7 janvier 2013, après la création de la joint-venture avec Tarmac (37 millions d'euros d'amortissements supplémentaires sur le premier semestre 2013).

Analyse des résultats par région

Amérique du Nord

	6 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012			2013	2012		
Volumes								
Ciment (MT)	4,4	5,7	-22 %	-13 %	2,9	3,7	-21 %	-11 %
Granulats (MT)	36,8	40,6	-9 %	-4 %	24,4	26,5	-8 %	-2 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	2,7	2,9	-6 %	-1 %	1,6	1,8	-10 %	-3 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	1 259	1 395	-10 %	-2 %	811	905	-10 %	-1 %
EBITDA (millions d'euros)	129	128	1 %	17 %	141	170	-17 %	-8 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	10,2 %	9,2 %	100pb		17,4 %	18,8 %	-140pb	
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	51	30	70 %	117 %	101	120	-16 %	-9 %

Globalement, les tendances de marchés de la région sont solides, soutenues par l'amélioration observée dans le secteur résidentiel aux Etats-Unis et la bonne orientation de l'économie dans l'ouest du Canada. Toutefois, le premier semestre 2013 a été particulièrement pénalisé par les conditions météorologiques défavorables aux Etats-Unis dans les régions où nous sommes présents, ainsi que par des inondations au Canada.

Le chiffre d'affaires s'est ainsi inscrit en retrait par rapport à l'an passé de 10 % à la fois sur le trimestre et sur le premier semestre. La cession de deux usines situées dans le Missouri et en Oklahoma à la fin novembre 2012 et celles d'activités granulats et béton de plus petite taille ont eu un impact négatif sur le chiffre d'affaires de 6 %. Les variations de change ont également été défavorables, les dollars canadien et américain s'étant dépréciés par rapport à l'euro (impact négatif de 2 % sur le chiffre d'affaires).

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires a reculé de 2 % par rapport au premier semestre 2012 (1 % au deuxième trimestre), les hausses de prix solides mises en oeuvre dans l'ensemble de nos lignes de produits compensant les effets de la baisse des volumes.

- **Aux Etats-Unis**, les prix ont augmenté dans toutes nos lignes de produits, compensant en partie la baisse des volumes résultant notamment des conditions météorologiques particulièrement défavorables dans la région du nord-est. A périmètre et taux de change constants, les ventes de ciment, de granulats et de béton prêt à l'emploi ont diminué de respectivement 17 %, 6 % et 5 % en volumes, par rapport au premier semestre 2012.
- **Au Canada**, le chiffre d'affaires est resté globalement stable, l'effet des hausses de prix venant compenser l'impact de la baisse des volumes. Au Québec, l'activité de construction est actuellement ralentie par l'enquête menée par la Commission Charbonneau, retardant certains projets. Par ailleurs, d'importantes inondations ont touché plusieurs régions du pays ce qui a également pesé sur le niveau d'activité du secteur de la construction. A périmètre et taux de change constants, les ventes de ciment et de granulats se sont inscrites en retrait par rapport au premier semestre 2012 de 8 % et 2 % respectivement en volumes, tandis que les volumes vendus de béton prêt à l'emploi se sont stabilisés sur la période, soutenus par différents projets dans l'ouest du Canada.

L'EBITDA a progressé de 17 % à périmètre et taux de change constants par rapport au premier semestre 2012, la baisse des volumes étant largement compensée par les effets combinés de la hausse des prix, des actions de réduction des coûts et en matière d'innovation et d'un gain non récurrent de 20 millions d'euros comptabilisé au premier trimestre, lié à la décision du management de revoir le système des régimes de retraites en Amérique du Nord (gel de droits sur des régimes de retraites à prestations définies aux Etats-Unis). L'EBITDA a enregistré un déclin de 8 % au deuxième trimestre sous l'effet de la baisse des volumes.

Europe occidentale

	6 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012			2013	2012		
Volumes								
Ciment (MT)	6,9	8,3	-17 %	-7 %	4,0	4,5	-12 %	-3 %
Granulats (MT)	29,1	25,9	12 %	-7 %	15,7	13,9	13 %	-3 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	4,5	5,0	-10 %	-8 %	2,5	2,6	-6 %	-4 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	1 602	1 624	-1 %	-6 %	894	871	3 %	-2 %
EBITDA (millions d'euros) ⁽¹⁾	150	255	-41 %	-38 %	145	173	-16 %	-14 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires) ⁽¹⁾	9,4 %	15,7 %	-630pb		16,2 %	19,9 %	-370pb	
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros) ⁽¹⁾	21	161	-87 %	-66 %	82	125	-34 %	-19 %

(1) Pénalisé par l'absence de vente de crédit carbone sur le premier semestre 2013 ; 45 million d'euros et 23 million d'euros de crédit carbone avaient été cédés sur le premier semestre 2012 et le deuxième trimestre 2012, respectivement.

La baisse des volumes a été moins marquée au deuxième trimestre en Europe du Nord tandis que l'Espagne et la Grèce ont continué de subir les effets de la crise économique.

Les variations du périmètre de consolidation ont eu un impact net positif sur le chiffre d'affaires du fait des effets liés à la constitution de la joint venture Lafarge-Tarmac au Royaume-Uni en janvier 2013. L'effet des cessions d'actifs requises par les autorités de la concurrence (notamment une cimenterie d'une capacité de 1,4 million de tonnes ainsi que des centrales de béton prêt à l'emploi) et de la déconsolidation de 50 % des actifs historiques ex-Lafarge a été plus que compensé par l'intégration à 50 % des actifs apportés par Tarmac à la joint-venture. L'impact des variations de change a été négligeable.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en retrait de 6 % sur le semestre 2013 par rapport au premier semestre 2012 (-2 % au deuxième trimestre), principalement sous l'effet de la baisse des volumes vendus dans l'ensemble des lignes de produits.

- **En France**, les volumes ont plutôt bien résisté au deuxième trimestre par rapport aux tendances observées sur le premier trimestre, avec une très légère contraction des volumes vendus pour nos trois lignes de produits. Pour le premier semestre 2013, les volumes vendus de ciment, de granulats et de béton prêt à l'emploi ont diminué de 4 %, 5 % et 5 % respectivement.
- **Au Royaume-Uni**, après la réalisation des cessions requises, la joint venture est entrée en activité en janvier 2013. Le mix produit a largement évolué, avec notamment une exposition plus grande aux activités granulats, asphalte et revêtement routier qui présentent habituellement un caractère saisonnier plus marqué pendant l'hiver. Le marché de la construction a enregistré un léger déclin au premier semestre de l'année. Globalement, notre chiffre d'affaires s'est inscrit en progression par rapport à l'année passée, tant sur le trimestre que le semestre, en raison de la contribution accrue des ventes de granulats, d'asphalte et de revêtement routier dans notre chiffre d'affaires, reflétant les actifs apportés par Tarmac à la joint-venture.
- **En Espagne et en Grèce**, la crise économique a pesé sur l'activité. Les ventes de ciment en volumes ont chuté de 9 % en Espagne et de 21 % en Grèce comparé au premier semestre 2012. Face à cette conjoncture difficile, le Groupe a poursuivi la mise en œuvre d'actions pour limiter l'impact de cet environnement, notamment au travers de mesures de réduction des coûts et de développement de solutions innovantes, d'adaptation de son réseau industriel, et avec le développement des exportations.

L'EBITDA s'est inscrit en retrait de 38 % au premier semestre 2013 et de 14 % au deuxième trimestre, sous l'effet conjugué de la baisse du chiffre d'affaires et des ventes de crédits carbone, et de l'impact du changement de périmètre au Royaume-Uni (impact négatif sur l'EBITDA de respectivement 23 et 7 millions d'euros au premier semestre et au deuxième trimestre). Si l'on exclut les ventes de crédit carbone, l'EBITDA est resté stable à périmètre et taux de change constants au deuxième trimestre en dépit de la chute des volumes, grâce à la réalisation d'importantes réductions de coûts.

Europe Centrale et de l'Est

	6 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012			2013	2012		
Volumes								
Ciment (MT)	5,4	5,9	-8 %	-8 %	3,8	4,1	-6 %	-6 %
Granulats (MT)	7,9	9,1	-13 %	-14 %	5,5	6,0	-9 %	-10 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	0,6	0,7	-12 %	-12 %	0,4	0,5	-9 %	-9 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	488	561	-13 %	-13 %	340	380	-11 %	-10 %
EBITDA (millions d'euros)	45	87	-48 %	-48 %	80	101	-21 %	-21 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	9,2 %	15,5 %	-630pb		23,5 %	26,6 %	-310pb	
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	1	47	-98 %	-97 %	57	81	-30 %	-29 %

Le premier semestre de l'année a été marqué par un hiver long et rigoureux et par des dépenses d'infrastructures limitées sous l'effet de la réduction des financements européens disponibles en Pologne et en Roumanie.

Cette situation a entraîné une baisse des volumes dans la plupart des pays de la région, et le chiffre d'affaires est ressorti en recul de 13 % sur le premier semestre 2013, et de 10 % au deuxième trimestre à périmètre et taux de change constants. L'impact des changements de périmètre et des variations de change a été négligeable.

- **En Pologne**, l'activité de construction a connu un ralentissement, le premier semestre 2012 ayant bénéficié du Championnat d'Europe de football en juin et de financements européens. Les volumes vendus de ciment se sont contractés de 4 % au deuxième trimestre (en baisse de 13 % sur le semestre). De fait, le deuxième trimestre a été marqué par une base de comparaison moins défavorable qu'au premier trimestre, mais le marché de la construction est resté orienté à la baisse. Les volumes vendus de granulats et de béton prêt à l'emploi ont également chuté sur le semestre. Les prix du ciment sont en retrait par rapport à ceux du premier semestre 2012, principalement du fait d'une érosion des prix observée sur le second semestre 2012.
- **En Russie**, les marchés ont suivi une évolution positive, mais les volumes de ciment vendus ont été limités par la réduction de notre capacité de production dans l'une de nos usines et par l'environnement concurrentiel.
- **En Roumanie**, les volumes vendus de ciment ont baissé de 20 % au cours du trimestre (-17 % sur le semestre), sous l'effet de la diminution des dépenses d'infrastructures et de l'environnement concurrentiel.

L'EBITDA s'est inscrit en recul sous l'effet de la baisse des volumes dans l'ensemble de nos lignes de produits et des prix de vente moyens moins élevés en Pologne.

Moyen-Orient et Afrique

	6 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012			2013	2012		
Volumes								
Ciment (MT)	21,4	23,4	-9 %	-10 % ⁽¹⁾	11,3	12,2	-7 %	-7 % ⁽¹⁾
Granulats (MT)	4,4	4,4	1 %	2 %	2,4	2,4	1 %	3 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	3,5	3,5	-1 %	-1 %	1,9	1,8	2 %	2 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	2 017	2 196	-8 %	-3 %	1 077	1 152	-7 %	-1 %
EBITDA (millions d'euros)	550	646	-15 %	-10 %	304	329	-8 %	-1 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	27,3 %	29,4 %	-210pb		28,2 %	28,6 %	-40 pb	
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	396	484	-18 %	-13 %	229	249	-8 %	-2 %

(1) Domestique seulement

La région a connu des tendances contrastées, avec des marchés bien orientés dans la plupart des pays, mais les volumes ont été pénalisés par la pénurie de gaz en Egypte limitant les niveaux de production, et par la situation actuelle en Syrie. Les fondamentaux de croissance restent néanmoins très positifs dans cette région pour le secteur de la construction, avec des besoins importants en logements et en infrastructures.

Le chiffre d'affaires a reculé de 7 % sur le trimestre, fortement pénalisé par l'impact négatif des variations de change (6 %).

A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est stabilisé au deuxième trimestre, en baisse de 1 % par rapport à l'année passée (recul de 3 % sur le premier semestre 2013 par rapport à 2012).

- **Le Nigéria** a bénéficié d'un marché en forte croissance. Les volumes vendus de ciment se sont inscrits en hausse de 14 % au cours du trimestre (10 % sur le semestre), tandis que les prix ont été légèrement ajustés à la baisse.
- **En Algérie**, la demande sous-jacente est restée soutenue, et nos ventes de ciment ont augmenté de 5 % en volumes au deuxième trimestre. Cependant, les volumes vendus sont en baisse de 2 % sur le semestre, pénalisés par une interruption de la production pendant 10 jours au premier trimestre. Les prix se sont inscrits en hausse, soutenus par le développement des ventes de nouveaux produits cimentiers. Le nouveau broyeur récemment mis en service devrait nous permettre de bénéficier au mieux de la croissance du marché au second semestre de cette année.
- **En Egypte**, nos ventes de ciment, pénalisées par une pénurie de gaz, ont chuté de 30 % en volumes, aussi bien au deuxième trimestre que sur le premier semestre 2013. Des solutions d'approvisionnement en combustibles solides devraient être mises en place au cours du troisième trimestre. Les prix ont été fortement relevés en réponse à une inflation des coûts significative.
- **Au Maroc**, les volumes vendus de ciment ont diminué de 10 % sur le semestre, mais se sont stabilisés au deuxième trimestre grâce à une base de comparaison qui devient progressivement moins défavorable. Les prix ont été relevés pour compenser l'inflation des coûts.
- **En Irak**, la demande de ciment est restée vigoureuse, mais nos ventes ont été pénalisées par le contexte de forte concurrence.
- **L'Afrique du Sud** a bénéficié d'une tendance de marché solide. Les ventes de ciment et de granulats ont crû de respectivement 1 % et de 7 % en volumes sur le premier semestre par rapport à l'année passée, tandis que les volumes de béton prêt à l'emploi ont affiché une croissance de 23 %, soutenus par des projets routiers et dans le domaine de l'énergie renouvelable.
- **Au Kenya**, la croissance du marché de la construction a été ralentie par les élections qui se sont tenues en mars 2013. Les volumes vendus de ciment ont baissé sur le semestre, après une croissance de 22 % au premier semestre de 2012, tandis que les prix ont été bien orientés en réponse à l'inflation des coûts.
- **En Syrie**, notre activité demeure affectée par la situation actuelle.

À périmètre et taux de change constants, l'EBITDA s'est inscrit en retrait de 10 % par rapport au premier semestre 2012, les hausses de prix et les mesures significatives de réduction des coûts n'ayant pas suffi à compenser complètement la forte

inflation des coûts et l'impact de la baisse des volumes sur certains marchés. Au deuxième trimestre, cependant, l'EBITDA a crû de 9 % à périmètre et taux de change constants en excluant la Syrie et l'Egypte, sous l'effet combiné de volumes soutenus au Nigéria, en Algérie et en Afrique du Sud, des initiatives significatives en matière de réductions de coûts et d'innovation, et des hausses de prix passées en réponse à la forte inflation des coûts.

Amérique Latine

	6 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012			2013	2012		
Volumes								
Ciment (MT)	4,5	4,5	1 %	1 %	2,3	2,2	5 %	5 %
Granulats (MT)	1,2	1,3	-6 %	-6 %	0,7	0,7	-	-
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	0,6	0,5	8 %	8 %	0,3	0,3	5 %	5 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	456	474	-4 %	4 %	238	233	2 %	8 %
EBITDA (millions d'euros)	122	129	-5 %	1 %	71	70	1 %	7 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	26,8 %	27,2 %	-40pb		29,8 %	30,0 %	-20pb	
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	101	108	-6 %	-	60	60	-	8 %

En Amérique Latine, les marchés ont suivi une tendance globalement positive. Les variations de change ont eu un impact très défavorable sur les ventes. A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en progression de 8 % au deuxième trimestre (4 % sur le premier semestre), sous l'effet des hausses de prix et de l'accroissement des volumes.

- **Au Brésil**, après un premier trimestre pénalisé par une base de comparaison défavorable et par la diminution du nombre de jours ouvrés, les volumes de ciment sont repartis à la hausse, avec une progression de 6 % au deuxième trimestre, tandis que des augmentations de prix ont été mises en oeuvre en réponse à l'inflation des coûts. Les ventes de ciment domestiques ont progressé de 2 % par rapport au premier semestre 2012.
- **En Equateur**, les marchés ont suivi une évolution positive en termes de prix et de volumes. Les ventes de ciment se sont inscrites en hausse de 9 % par rapport au premier semestre 2012.

À périmètre et taux de change constants, l'EBITDA a progressé de 7 % au deuxième trimestre (+1 % sur le semestre), traduisant à la fois la hausse du chiffre d'affaires et la priorité donnée à l'innovation, et ceci dans un environnement marqué par une inflation des coûts significative.

Asie

	6 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012			2013	2012		
Volumes								
Ciment (MT)	22,6	21,9	3 %	3 %	12,2	11,7	4 %	4 %
Granulats (MT)	4,4	2,9	52 %	50 %	2,2	1,5	46 %	46 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	3,1	3,1	1 %	9 %	1,6	1,6	1 %	7 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	1 426	1 364	5 %	7 %	752	720	4 %	6 %
EBITDA (millions d'euros)	306	268	14 %	17 %	181	159	14 %	16 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	21,5 %	19,6 %	190pb		24,1 %	22,1 %	200pb	
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	221	182	21 %	24 %	138	115	20 %	21 %

En Asie, les marchés ont suivi une évolution positive dans la plupart des pays où nous sommes présents, et notre chiffre d'affaires est en progression à la fois sur le deuxième trimestre et sur le semestre. Les variations de change ont eu un effet négatif de 2 % sur le chiffre d'affaires, reflétant principalement l'effet de la dépréciation de la roupie indienne par rapport à l'euro.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 7 % par rapport au premier semestre 2012 et de 6 % sur le deuxième trimestre, sous l'effet conjugué de l'augmentation des volumes et des hausses de prix en réponse à l'inflation des coûts.

- **En Chine**, nos ventes domestiques de ciment se sont inscrites en hausse de 4 % en volumes, tandis que les prix ont légèrement diminué par rapport au niveau observé au premier semestre 2012 sous l'effet de l'augmentation des capacités cimentières. Toutefois, les prix ont augmenté de 1,5 % par rapport au quatrième trimestre 2012, reflétant notamment une amélioration dans la province du Sichuan.
- **En Inde**, le marché a connu une croissance limitée. Nos ventes de ciment ont augmenté de 2 % en volumes par rapport au premier semestre 2012 tandis que les prix ont été relevés pour contrebalancer l'inflation de coûts. Nos ventes de béton prêt à l'emploi se sont inscrites en baisse de 9 % en volumes, mais nous avons été en mesure de relever nos prix en réponse à l'inflation des coûts.
- **En Malaisie**, nos ventes de ciment se sont stabilisées en volumes au cours du trimestre, et se sont inscrites en progression de 2 % par rapport au premier semestre 2012. La baisse des prix par rapport à 2012 reflète principalement l'érosion des prix intervenue au second semestre 2012.
- **Le marché philippin** a bénéficié d'une bonne dynamique de marché, et de la mise en service d'une nouvelle usine de broyage au deuxième trimestre, ce qui s'est traduit par une augmentation soutenue des volumes, en progression de 12 % sur le semestre par rapport à l'an passé. Les prix sont également bien orientés.
- **En Corée du Sud**, les ventes de ciment sur le marché domestique sont restées stables en volumes au deuxième trimestre, et se sont inscrites en légère baisse de 1 % sur le semestre par rapport à l'an passé.

À périmètre et taux de change constants, l'EBITDA a fortement progressé, en hausse de 16 % sur le trimestre et de 17 % sur la première moitié de l'année, sous l'effet combiné de la hausse des volumes et des prix sur la plupart des marchés de la région, des initiatives en matière d'innovation lancées dans différents pays, et de la baisse des prix du charbon en Chine.

Autres rubriques du compte de résultat

Le tableau ci-dessous donne l'évolution de notre résultat d'exploitation et du résultat net aux 30 juin 2013 et 2012 :

(en million d'euros)	6 Months		Variation
	2013	2012	%
EBITDA	1 302	1 513	-14 %
Amortissements	(511)	(501)	2 %
Résultat d'exploitation courant	791	1 012	-22 %
Plus (moins) values de cession	46	44	5 %
Autres produits (charges) d'exploitation	(129)	(383)	
Résultat d'exploitation	708	673	5 %
Produits (frais) financiers nets	(513)	(544)	-6 %
dont Charges financières	(599)	(627)	-4 %
Produits financiers	86	83	4 %
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	4	10	-60 %
Résultat avant impôts	199	139	43 %
Impôts	(60)	(70)	-14 %
Résultat net des activités poursuivies	139	69	101 %
Résultat net des activités abandonnées	21	(3)	
Résultat net	160	66	
Dont part attribuable aux :			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	84	(21)	
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	76	87	-13 %

Le montant des amortissements s'est élevé à 511 millions d'euros contre 501 millions d'euros au premier semestre 2012, le redémarrage de l'amortissement des actifs au Royaume Uni (37 millions d'euros d'amortissements en plus sur le semestre) compensant l'impact des cessions de différentes opérations aux Etats-Unis et des variations de change.

Les plus-values de cession se sont élevées à 46 millions d'euros au premier semestre 2013, contre 44 millions d'euros au premier semestre 2012, et comprennent principalement l'impact des différentes opérations réalisées au Royaume Uni.

Les autres charges d'exploitation reflètent l'impact des pertes de valeur d'actifs, des coûts de restructuration, et des variations de provisions pour litiges. Elles se sont élevées à 129 millions d'euros au premier semestre 2013 (81 millions d'euros au deuxième trimestre 2013) contre 383 millions d'euros en 2012 (273 millions d'euros au deuxième trimestre). En 2013, le Groupe a enregistré 76 millions d'euros de charges de restructuration liées à l'exécution du programme de réduction des coûts et 28 millions d'euros de dépréciation d'actifs. Sur le premier semestre 2012, le Groupe avait enregistré 148 millions d'euros de charges de restructuration dans le contexte de la mise en œuvre de sa nouvelle organisation par pays et 200 millions d'euros de dépréciation de goodwill et d'autres actifs compte tenu de la sévérité de la crise économique en Grèce.

Le résultat d'exploitation s'est inscrit en hausse de 5 % à 708 millions d'euros, sous l'effet de charges de restructuration et de dépréciation d'actifs moins élevées que l'an passé qui a largement compensé l'impact de la diminution des volumes sur les résultats opérationnels.

Les frais financiers nets, qui comprennent les charges financières au titre de la dette nette, les résultats de change et les autres produits et charges financiers, sont ressortis à 513 millions d'euros contre 544 millions d'euros au premier semestre 2012, en baisse de 6 %.

Les charges financières au titre de la dette nette ont été réduites, et se sont établies à 411 millions d'euros contre 437 millions d'euros, reflétant l'effet de la réduction de l'endettement net moyen. Le taux d'intérêt moyen de la dette brute s'est établi à 6,2 % au premier semestre 2013, contre 6,3 % au premier semestre 2012.

Les variations de change ont entraîné une perte de 29 millions d'euros au premier semestre 2013 (perte de 25 millions d'euros en 2012), liée principalement à des emprunts contractés par certains pays dans des devises différentes de la devise locale, et pour lesquels il n'existe pas de marché de produits de couverture.

Les autres charges financières ont été réduites, passant de 82 millions d'euros à 73 millions d'euros sur le premier semestre 2013, et incluent principalement des commissions bancaires, l'amortissement des frais d'émission des emprunts obligataires et les intérêts nets liés aux plans de retraites.

La quote-part dans le résultat des entreprises associées a représenté un gain net de 4 millions d'euros au premier semestre 2013, contre un gain net de 10 millions d'euros au premier semestre 2012, reflétant principalement l'évolution de la contribution de notre participation de 20 % dans Siniat (opérations plâtre en Europe et en Amérique Latine), pénalisée par une charge de dépréciation d'actif non-récurrente, tandis que les résultats générés par Unicem au Nigéria sont en progression sur le semestre.

Les impôts se sont élevés à 60 millions d'euros sur le premier semestre 2013, correspond à un taux effectif de 31 %. En 2012, le taux d'impôts effectif était plus élevé du fait de la non-déductibilité de la dépréciation de goodwill.

Le résultat net des activités poursuivies a doublé, à 139 millions d'euros, soit une hausse de 70 millions d'euros, la réduction des charges de restructurations et de dépréciations d'actifs ayant en partie annulé la baisse de l'EBITDA.

Le résultat net des activités abandonnées a représenté un gain de 21 millions d'euros au premier semestre 2013 (perte de 3 millions d'euros l'année passée sur la même période) et traduit le résultat de nos opérations plâtre en Amérique du Nord, soutenu par l'amélioration du marché de la construction résidentielle et par des hausses de prix.

Le résultat net part du Groupe² est ressorti à 84 millions d'euros au premier semestre 2013 contre une perte de 21 millions d'euros au premier semestre 2012, ce dernier ayant été affecté par la dépréciation d'actifs grecs pour un montant total de 200 millions d'euros avant impôts.

La contribution des participations minoritaires s'est inscrite en retrait, à 76 millions d'euros contre 87 millions d'euros au premier semestre 2012, principalement sous l'effet de volumes en baisse en Égypte.

Le résultat par action s'est établi à 0,29 euro au premier semestre 2013 (0,70 euro au second trimestre), contre -0,07 euro au premier semestre 2012 (0,14 euro sur le deuxième trimestre), sous l'effet de la forte amélioration du résultat net part du Groupe, le nombre de titres moyen étant resté relativement stable.

² Le résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère

Flux de trésorerie

Les flux nets de trésorerie utilisés par les activités poursuivies se sont établis à 7 millions d'euros au premier semestre 2013 (202 millions d'euros au 30 juin 2012).

Les flux nets de trésorerie utilisés par les activités poursuivies se sont améliorés de 195 millions d'euros. Nos actions visant à optimiser le besoin en fonds de roulement strict³ ont limité l'augmentation normale du besoin en fonds de roulement liée au caractère saisonnier de nos activités au cours du semestre et se sont traduites par une évolution favorable de sa variation versus celle du premier semestre 2012. En revanche, la marge brute d'autofinancement s'est détériorée, traduisant l'évolution de l'EBITDA. Le besoin en fond de roulement, exprimé en nombre de jours de ventes, a été réduit de 2 jours par rapport au premier semestre 2012.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies ont représentés une sortie de trésorerie nette de 359 millions d'euros (contre 190 millions d'euros de trésorerie générée au premier semestre 2012).

Les investissements de maintien ont légèrement augmenté, passant de 110 millions d'euros au premier semestre 2012 à 125 millions d'euros sur la première moitié de 2013.

Les investissements de productivité et de construction de nouvelles capacités ont été contenus à 382 millions d'euros et sont liés aux projets de nouvelles cimenteries en cours en Russie et en Inde, à des investissements dans nos usines d'Exshaw et de Ravena en Amérique du Nord, ainsi qu'à la construction de station de broyage aux Philippines, en Algérie et au Brésil, bénéficiant d'un retour sur investissement rapide.

Nettes de la dette nette cédée, et en tenant compte de la cession d'intérêts sans perte de contrôle et des coûts de cession, les opérations de cessions ont permis de réduire l'endettement net du Groupe de 181 millions d'euros sur le semestre (72 millions d'euros l'année passée). Elles comprennent principalement la cession de carrières de granulats en Géorgie (Etats-Unis), et la première partie des produits de la cession d'actifs au Royaume Uni.

Etat de la situation financière consolidée

Au 30 juin 2013, les capitaux propres du Groupe s'élevaient à 16 857 millions d'euros (17 748 millions d'euros au 31 décembre 2012) **et l'endettement net à 11 881 millions d'euros** (11 317 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Les capitaux propres se sont inscrits en retrait de 0,9 milliard d'euros, sous l'effet combiné de l'impact négatif de la conversion en euro, sans contrepartie de trésorerie, des actifs de nos filiales étrangères, compte tenu de la dépréciation des devises dans plusieurs des pays où nous sommes présents par rapport à l'euro entre le 31 décembre 2012 et le 30 juin 2013 (0,7 milliard d'euros) et des dividendes (0,4 milliard d'euros), partiellement compensé par le résultat net dégagé sur la période (0,2 milliard d'euros).

L'augmentation de 0,6 milliard d'euros de l'endettement net consolidé résulte principalement des effets saisonniers habituels de notre trésorerie, même si ceux-ci ont été atténués par les fortes actions menées pour optimiser le niveau de besoin en fond de roulement, et du déphasage entre les investissements industriels (0,5 milliard d'euros) et les cessions (0,2 milliard d'euros reçus sur la période). Au 26 juillet 2013, le Groupe a sécurisé 1,5 milliard d'euros⁴ de cessions depuis le 1^{er} janvier 2012, dont 655 millions d'euros ont été perçus à ce jour. Le solde restant, soit 0,9 milliard d'euros, sera encaissé d'ici la fin de l'année et viendra en réduction de la dette.

Perspectives pour 2013

Tenant compte du niveau des volumes sur le premier semestre, le Groupe prévoit une croissance de la demande de ciment comprise entre 0 et 3 % sur ses marchés en 2013 par rapport à 2012. Les marchés émergents restent le principal moteur de croissance de la demande. Lafarge en bénéficiera grâce à la qualité de ses actifs et l'équilibre de son portefeuille géographique.

Les prix devraient être en hausse sur l'année 2013. L'inflation des coûts devrait se poursuivre, mais à un rythme plus modéré qu'en 2012 grâce à l'évolution positive des prix du charbon et du coke de pétrole.

Nos actions Performance et Innovation devraient permettre de générer 650 millions d'euros d'EBITDA additionnel sur l'année.

Notre objectif est de ramener notre endettement net à moins de 10 milliards d'euros en 2013, et à moins de 9 milliards d'euros en 2014.

³ Besoin en fonds de roulement strict : clients et stocks et travaux en cours, après déduction du poste fournisseurs

⁴ Hors 0,2 milliard d'euros de financement par augmentation de capital souscrite par notre nouveau partenaire en Inde comme annoncé en mai 2013

2. Comptes consolidés intermédiaires condensés

Compte de résultat consolidé

	6 mois		2 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2013	2012*	2013	2012*	2012*
<i>(millions d'euros, sauf indication contraire)</i>					
Produits des activités ordinaires	7 248	7 614	4 112	4 261	15 816
Coût des biens vendus	(5 746)	(5 860)	(3 079)	(3 132)	(11 934)
Frais administratifs et commerciaux	(711)	(742)	(366)	(379)	(1 469)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	791	1 012	667	750	2 413
Plus- (moins-) values de cession	46	44	1	7	53
Autres produits (charges) d'exploitation	(129)	(383)	(81)	(273)	(546)
Résultat d'exploitation	708	673	587	484	1 920
Charges financières	(599)	(627)	(301)	(308)	(1 255)
Produits financiers	86	83	42	19	160
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	4	10	8	6	5
Résultat avant impôts	199	139	336	201	830
Impôts	(60)	(70)	(99)	(101)	(292)
Résultat net des activités poursuivies	139	69	237	100	538
Résultat net des activités abandonnées	21	(3)	12	(6)	16
Résultat net	160	66	249	94	554
<i>Dont part attribuable aux:</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe	84	(21)	201	39	365
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	76	87	48	55	189
Résultats nets par action (euros)					
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe					
-résultat par action de base	0,29	(0,07)	0,70	0,14	1,27
-résultat par action dilué	0,29	(0,07)	0,70	0,14	1,27
Dont activités poursuivies					
-résultat par action de base	0,22	(0,06)	0,66	0,16	1,21
-résultat par action dilué	0,22	(0,06)	0,66	0,16	1,21
Nombre moyen d'actions (milliers)	287 205	287 063	287 283	287 094	287 079

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Etat du résultat global consolidé

	6 mois		2 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2013	2012*	2013	2012*	2012*
<i>(millions d'euros)</i>					
Résultat net	160	66	249	94	554
Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat					
Gains et pertes actuariels	83	(96)	75	(94)	(240)
Impôts sur les éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	(32)	26	(26)	30	64
Total des éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	51	(70)	49	(64)	(176)
Eléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat					
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	-
Couverture des flux de trésorerie	2	1	(1)	(2)	4
Ecarts de conversion	(684)	439	(895)	643	(492)
Impôts sur les éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	(1)	(1)	-	-	(2)
Total des éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	(683)	439	(896)	641	(490)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NETS D'IMPÔTS	(632)	369	(847)	577	(666)
RÉSULTAT GLOBAL	(472)	435	(598)	671	(112)
<i>Dont part attribuable aux:</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe	(517)	309	(598)	544	(248)
- Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	45	126	-	127	136

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Ecarts de conversion

La variation des écarts de conversion entre le 1^{er} janvier 2013 et le 30 juin 2013 (taux de clôture) comprend -382 millions d'euros au titre de la dépréciation de la livre égyptienne, de la livre syrienne, du real brésilien et de la livre sterling par rapport à l'euro.

Sur le 2^{ème} trimestre, la variation des écarts de conversion s'élève à -895 millions d'euros principalement suite à la dépréciation du real brésilien, de la livre égyptienne, du dinar algérien et du peso philippin par rapport à l'euro.

Etat de la situation financière consolidée

<i>(millions d'euros)</i>	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2013	2012*	2012*
ACTIF			
ACTIF NON COURANT	30 930	31 215	30 180
Goodwill	12 217	12 765	12 184
Immobilisations incorporelles	619	636	620
Immobilisations corporelles	15 628	15 544	14 992
Participations dans des entreprises associées	460	485	470
Autres actifs financiers	731	733	698
Instruments dérivés	2	34	27
Impôts différés	1 235	977	1 149
Autres débiteurs	38	41	40
ACTIF COURANT	8 048	10 056	9 284
Stocks	1 793	1 750	1 662
Clients	2 264	2 259	1 762
Autres débiteurs	864	960	779
Instruments dérivés	47	107	68
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 629	2 619	2 733
Actifs en cours de cession	451	2 361	2 280
TOTAL ACTIF	38 978	41 271	39 464
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Capital	1 149	1 149	1 149
Primes	9 704	9 689	9 695
Actions propres	(1)	(12)	(11)
Réserves et résultat consolidés	6 254	6 080	6 477
Autres réserves	(872)	(821)	(925)
Ecart de conversion	(1 373)	120	(719)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	14 861	16 205	15 666
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	1 996	2 125	2 082
CAPITAUX PROPRES	16 857	18 330	17 748
PASSIF NON COURANT	14 559	15 100	14 451
Impôts différés	1 060	957	973
Provision avantages du personnel	1 351	1 411	1 492
Provisions	683	677	637
Passifs financiers	11 389	11 968	11 261
Instruments dérivés	3	17	8
Autres créditeurs	73	70	80
PASSIF COURANT	7 562	7 841	7 265
Provision avantages du personnel	104	169	102
Provisions	166	103	127
Fournisseurs	2 198	2 041	1 985
Autres créditeurs	1 751	1 714	1 567
Impôts à payer	136	117	220
Passifs financiers (y compris part court terme de la dette long terme)	3 124	3 257	2 823
Instruments dérivés	43	68	53
Passifs liés aux actifs en cours de cession	40	372	388
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	38 978	41 271	39 464

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

	6 mois		2 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2013	2012*	2013	2012*	2012*
<i>(millions d'euros)</i>					
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'EXPLOITATION					
Résultat net	160	66	249	94	554
Résultat net des activités abandonnées	21	(3)	12	(6)	16
Résultat net des activités poursuivies	139	69	237	100	538
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des impôts et des frais financiers:</i>					
Amortissements des immobilisations	511	501	255	252	1 010
Pertes de valeur des actifs	28	170	11	166	212
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(4)	(10)	(8)	(6)	(5)
(Plus)- et moins- valeur de cession	(46)	(44)	(1)	(7)	(53)
(Produits) charges financiers	513	544	259	289	1 095
Impôts	60	70	99	101	292
Autres, nets (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)	(58)	30	(4)	23	(68)
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-dessous)	(446)	(802)	(154)	(231)	(304)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations avant impôts et frais financiers	697	528	694	687	2 717
Intérêts reçus (payés)	(439)	(477)	(297)	(339)	(954)
Impôts sur les bénéfices payés	(265)	(253)	(160)	(167)	(487)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies	(7)	(202)	237	181	1 276
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités abandonnées	1	(6)	-	5	22
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	(6)	(208)	237	186	1 298
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT					
Investissements industriels	(510)	(313)	(221)	(133)	(775)
Acquisitions de titres de filiales et de coentreprises ⁽¹⁾	(14)	48	(7)	52	21
Investissement dans les entreprises associées	-	(2)	-	-	(3)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	-	(2)	-	(2)	(1)
Cessions d'actifs ⁽²⁾	171	63	49	1	413
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs non courants	(6)	16	(3)	(3)	22
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies	(359)	(190)	(182)	(85)	(323)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées	(1)	(1)	-	(1)	(4)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(360)	(191)	(182)	(86)	(327)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT					
Variations de capital - propriétaires de la société mère	2	9	2	-	9
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	-	9	-	-	2
Acquisitions de parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales	(2)	(62)	(2)	(60)	(147)
Cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle des filiales	10	-	-	-	21
Dividendes versés	-	-	-	-	(145)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	(148)	(95)	(75)	(81)	(154)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	1 172	289	366	58	1 069
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(737)	(337)	(248)	(127)	(1 928)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	87	(11)	(36)	88	(75)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies	384	(198)	7	(122)	(1 348)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées	-	-	-	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	384	(198)	7	(122)	(1 348)

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée. Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

<i>(millions d'euros)</i>	6 mois		2 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2013	2012 [*]	2013	2012 [*]	2012 [*]
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies	18	(590)	62	(26)	(395)
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	-	(7)	-	4	18
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	(122)	38	(162)	55	(61)
Reclassement Trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	-	7	-	(4)	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice/période	2 733	3 171	2 729	2 590	3 171
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice/période	2 629	2 619	2 629	2 619	2 733
⁽¹⁾ Dont trésorerie des entreprises acquises	2	-	2	-	-
⁽²⁾ Dont trésorerie des entreprises cédées	41	1	-	(1)	1
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement	(446)	(802)	(154)	(231)	(304)
(Augmentation) diminution des stocks	(116)	(195)	20	(70)	(183)
(Augmentation) diminution des clients	(420)	(572)	(386)	(385)	(107)
(Augmentation) diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir	(35)	(81)	(2)	(44)	(44)
Augmentation (diminution) des fournisseurs	109	58	168	182	24
Augmentation (diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer	16	(12)	46	86	6

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée. Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Etat des variations des capitaux propres consolidés

	Actions en circulation	dont : Actions propres (en nombre d'actions)	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultat consolidés*	Autres réserves*	Ecarts de conversion	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	Capitaux propres
			(millions d'euros)								
Solde 1^{er} janvier 2012	287 247 518	233 448	1 149	9 684	(17)	6 217	(751)	(280)	16 002	2 197	18 199
Résultat net						(21)			(21)	87	66
Autres éléments du résultat global net d'impôts							(70)	400	330	39	369
Résultat global						(21)	(70)	400	309	126	435
Dividendes						(145)			(145)	(129)	(274)
Augmentation de capital									-	9	9
Augmentation de capital (exercice de stock-options)	7 984		-	-					-		-
Paievements fondés sur des actions				5					5		5
Actions propres		(75 530)			5	(5)			-		-
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales						32			32	(76)	(44)
Autres mouvements						2			2	(2)	-
Solde au 30 juin 2012	287 255 502	157 918	1 149	9 689	(12)	6 080	(821)	120	16 205	2 125	18 330
Solde 1^{er} janvier 2013	287 255 502	157 283	1 149	9 695	(11)	6 477	(925)	(719)	15 666	2 082	17 748
Résultat net						84			84	76	160
Autres éléments du résultat global net d'impôts							53	(654)	(601)	(31)	(632)
Résultat global						84	53	(654)	(517)	45	(472)
Dividendes						(289)			(289)	(148)	(437)
Augmentation de capital (exercice de stock-options)	75 399		-	2					2		2
Paievements fondés sur des actions				7					7		7
Actions propres		(139 198)			10	(10)			-		-
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales						(9)			(9)	18	9
Autres mouvements						1			1	(1)	-
Solde au 30 juin 2013	287 330 901	18 085	1 149	9 704	(1)	6 254	(872)	(1 373)	14 861	1 996	16 857

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires condensés

Note 1. Description de l'activité

Lafarge S.A. est une société anonyme de droit français. Son nom commercial est "Lafarge". La Société a été créée en 1884 sous le nom de "J. et A. Pavin de Lafarge". Les statuts actuels de la Société fixent sa durée jusqu'au 31 décembre 2066, sous réserve d'une nouvelle prorogation. Le siège social est situé au 61, rue des Belles Feuilles, BP 40, 75782 Paris Cedex 16. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 542105572 RCS Paris.

Le Groupe est organisé par pays (voir Note 4).

Les actions Lafarge se négocient sur la Bourse de Paris depuis 1923. Le titre Lafarge fait partie du CAC-40 (et ce depuis l'origine de cet indice) et du SBF 250.

Les termes "Lafarge S.A." et "la société mère", utilisés ci-après, font référence à la société anonyme de droit français (hors filiales consolidées). Les termes "Groupe" ou "Lafarge" font référence à l'ensemble économique composé de la société Lafarge S.A. et des entités comprises dans la consolidation.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 25 juillet 2013.

Note 2. Synthèse des principales règles et méthodes comptables

2.1 Comptes consolidés intermédiaires condensés

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe Lafarge au 30 juin 2013 ont été préparés en conformité avec IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe, pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2013 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2012, à l'exception des points présentés au paragraphe 2.2 Nouvelles normes et interprétations IFRS ci-dessous.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- La charge d'impôt de la période résulte de l'estimation d'un taux effectif Groupe annuel qui est appliqué au résultat avant impôt (hors quote-part dans les résultats des entreprises associées) de la période hors éléments exceptionnels significatifs. Les éventuels éléments exceptionnels de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle (par exemple : taxation spécifique appliquée aux plus-values) ;
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des rémunérations en actions et des avantages au personnel correspondent au prorata des charges estimées de l'année. Pour les pays dont les engagements en matière de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi et actifs afférents sont les plus significatifs (notamment : Etats-Unis, Canada et Royaume-Uni), l'évaluation actuarielle est mise à jour à fin juin afin d'ajuster le cas échéant le montant de la « provision avantages au personnel » reconnu dans l'état de la situation financière consolidée intermédiaire. Pour les autres pays, les calculs actuariels sont réalisés annuellement et la provision est évaluée en période intermédiaire sur la base des calculs prévisionnels réalisés à la fin de l'année précédente (Voir paragraphe 2.2 pour plus d'informations sur l'impact des amendements d'IAS 19 applicables au 1^{er} janvier 2013).

Par ailleurs, le Groupe a procédé à une revue au 30 juin 2013 des indices de pertes de valeur relatifs aux goodwill alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) ou groupes d'UGT dont les analyses de sensibilité des valeurs recouvrables ont été présentées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012. Cette revue a permis de confirmer

l'absence de perte de valeur au 30 juin 2013. Un suivi en sera réalisé au cours des prochains trimestres notamment pour les UGT situés en Grèce et en Espagne compte tenu de la situation économique de ces pays, ainsi qu'en Syrie et en Egypte du fait de la situation actuelle.

2.2 Nouvelles normes et interprétations IFRS

Normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2013

Les nouvelles normes et interprétations publiées au 31 décembre 2012 et applicables à compter du 1^{er} janvier 2013, listées dans la Note 2.27 – Normes et interprétations publiées à la date de clôture mais non encore entrées en vigueur – de l'annexe aux comptes consolidés du Document de Référence 2012 (page F23) n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe au 30 juin 2013 à l'exception des amendements d'IAS 19 qui ont été appliqués rétrospectivement au 1^{er} janvier 2012.

Le Groupe applique déjà l'option proposée par IAS 19 de comptabilisation en autres éléments du résultat global des écarts actuariels au cours de la période de leur constatation. Ainsi, les amendements d'IAS 19 ont impacté principalement la composante financière des charges de retraite comptabilisée dans le compte de résultat consolidé et la comptabilisation des coûts des services passés :

- la composante financière des charges de retraite est comptabilisée en charges financières et est calculée en multipliant la juste valeur des actifs du régime par le taux d'actualisation et non plus par le taux de rendement attendu des actifs. La différence avec le rendement réel des actifs du régime reste comptabilisée en autres éléments du résultat global. En conséquence, le montant de l'obligation et des capitaux propres ne sont pas impactés, seule la répartition de la composante financière de la charge de retraite entre le résultat net et les autres éléments du résultat global est modifiée ;
- les coûts des services passés résultant de changements de régimes de retraite sont désormais inscrits immédiatement en charge, et ne sont plus amortis sur la durée résiduelle d'acquisition des droits. Les coûts des services passés non encore amortis ont été comptabilisés en provision pour avantage du personnel (non courant) en contrepartie des réserves consolidées pour leur montant net d'impôt au 1^{er} janvier 2012 (2 millions d'euros).

A compter de l'adoption de ces amendements, la composante financière des charges de retraite qui était auparavant présentée en « Résultat d'exploitation avant plus-value de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres », est dorénavant présentée en « Charges financières » dans le compte de résultat consolidé.

Les tableaux ci-après présentent l'incidence du changement de méthode sur le compte de résultat et l'état du résultat global :

Compte de résultat	30 juin 2012			31 décembre 2012		
	publié	Impact IAS 19R	retraité	publié	Impact IAS 19R	retraité
<i>(millions d'euros, sauf indication contraire)</i>						
Produits des activités ordinaires	7 614		7 614	15 816		15 816
Coût des biens vendus	(5 867)	7	(5 860)	(11 945)	11	(11 934)
Frais administratifs et commerciaux	(725)	(17)	(742)	(1 431)	(38)	(1 469)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	1 022	(10)	1 012	2 440	(27)	2 413
Plus- (moins-) values de cession	44		44	53		53
Autres produits (charges) d'exploitation	(383)		(383)	(546)		(546)
Résultat d'exploitation	683	(10)	673	1 947	(27)	1 920
Charges financières	(591)	(36)	(627)	(1 191)	(64)	(1 255)
Produits financiers	83		83	160		160
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	10		10	5		5
Résultat avant impôts	185	(46)	139	921	(91)	830
Impôts	(82)	12	(70)	(316)	24	(292)
Résultat net des activités poursuivies	103	(34)	69	605	(67)	538
Résultat net des activités abandonnées	(3)		(3)	16		16
Résultat net	100	(34)	66	621	(67)	554
<i>Dont part attribuable aux:</i>						
- Propriétaires de la société mère du Groupe	13	(34)	(21)	432	(67)	365
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	87		87	189		189
Résultats nets par action (euros)						
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe						
-résultat par action de base	0,05	(0,12)	(0,07)	1,50	(0,23)	1,27
-résultat par action dilué	0,05	(0,12)	(0,07)	1,50	(0,23)	1,27
Dont activités poursuivies						
-résultat par action de base	0,06	(0,12)	(0,06)	1,44	(0,23)	1,21
-résultat par action dilué	0,06	(0,12)	(0,06)	1,44	(0,23)	1,21

Etat du résultat global <i>(millions d'euros)</i>	30 juin 2012			31 décembre 2012		
	publié	Impact IAS 19R	retraité	publié	Impact IAS 19R	retraité
Résultat net	100	(34)	66	621	(67)	554
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat						
Gains et pertes actuariels	(142)	46	(96)	(331)	91	(240)
Impôts sur les éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	38	(12)	26	88	(24)	64
Total des éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	(104)	34	(70)	(243)	67	(176)
Total des éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	439		439	(490)		(490)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NETS D'IMPÔTS	335	34	369	(733)	67	(666)
RÉSULTAT GLOBAL	435		435	(112)		(112)
<i>Dont part attribuable aux:</i>						
- Propriétaires de la société mère du Groupe	309		309	(248)		(248)
- Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	126		126	136		136

Le changement de méthode n'a pas d'impact sur le tableau de trésorerie à l'exception des lignes directement impactées dans le compte de résultat (résultat net, (produits) charges financiers, impôts et autres).

Application de normes par anticipation

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2013.

2.3 Saisonnalité

La demande dans les activités du ciment, des granulats et du béton est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Nous enregistrons généralement une baisse de notre chiffre d'affaires au premier trimestre, pendant la saison hivernale sur nos marchés d'Europe et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

Note 3. Principaux événements de la période

3.1 Création de la coentreprise Lafarge Tarmac

Contexte de l'opération

La Commission de la Concurrence a approuvé en mai 2012 le projet de coentreprise entre Lafarge UK et Tarmac Quarry Materials, sous réserve de cessions d'un portefeuille d'activités de matériaux de construction de Tarmac et de Lafarge au Royaume-Uni.

Ces cessions et la création de la coentreprise Lafarge Tarmac sont intervenues le 7 janvier 2013. Cette nouvelle entité regroupe les activités ciment, granulats, béton prêt à l'emploi, asphalte et enrobés bitumeux, services de maintenance, et activités de recyclage des déchets au Royaume-Uni.

La création de la nouvelle entité a été réalisée sans échange de trésorerie.

Traitement comptable de la création de la coentreprise

Au 31 décembre 2012, conformément aux dispositions d'IFRS 5, les actifs et passifs de Lafarge UK étaient regroupés respectivement sur les lignes « Actifs en cours de cession » et « Passifs liés aux actifs en cours de cession » dans l'état de situation financière consolidée (voir Note 3 (Principaux événements de la période) annexée aux comptes consolidés au 31 décembre 2012).

Au 7 janvier 2013, en application d'IAS 27 du fait de la perte de contrôle exclusif de Lafarge UK, le traitement comptable retenu pour la création de la coentreprise est le suivant :

- Cession de la totalité de la participation antérieurement détenue par le Groupe dans Lafarge UK et comptabilisation du résultat de cession dans le compte de résultat ;
- Acquisition de 50% de Lafarge Tarmac pour un montant correspondant à 50% de la juste valeur de la coentreprise Lafarge Tarmac. Cette prise de contrôle conjoint induit la comptabilisation d'un goodwill.
- Lafarge Tarmac dont le Groupe détient 50% des droits de vote, est consolidée par intégration proportionnelle à partir de sa date de création.

Présentation des impacts provisoires

L'incidence nette de la création de la coentreprise et de la cession d'un portefeuille d'activités comme requis par la Commission de la Concurrence est un gain de 42 millions d'euros dans le compte de résultat consolidé sur la ligne « Plus- (moins-) value de cession ».

La juste valeur des actifs nets de Lafarge UK apportés, les actifs nets provisoires acquis (50% de Lafarge Tarmac) et le goodwill provisoire résiduel sont détaillés ci-après :

<i>(millions d'euros)</i>	
Juste valeur de la coentreprise Lafarge Tarmac (50%)	1 515
Juste valeur provisoire des actifs nets acquis (50%)	1 156
Goodwill provisoire	359

Le goodwill représente principalement des parts de marché et des synergies attendues grâce à l'amélioration de la performance opérationnelle dans les domaines de la logistique et des achats, et au déploiement de produits à valeur ajoutée sur un territoire étendu, qui ne peuvent pas être reconnues séparément.

La juste valeur provisoire des actifs et passifs acquis est présentée dans le tableau ci-après à la date d'acquisition :

<i>(millions d'euros)</i>	Juste valeur
Immobilisations incorporelles	-
Immobilisations corporelles	1 330
Stocks	69
Clients	128
Autres actifs	81
Trésorerie et équivalents de trésorerie	70
Provisions	(226)
Passifs financiers	-
Fournisseurs	(127)
Autres passifs	(169)
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	-
TOTAL ACTIF NET ACQUIS	1 156

Pour le 1^{er} semestre 2013, la contribution de Lafarge Tarmac aux produits des activités ordinaires du Groupe est de 483 millions d'euros et de -19 millions d'euros au résultat net (part du Groupe).

L'incidence nette des cessions du portefeuille d'activités et de la création de la coentreprise est de 30 millions d'euros, après déduction de la trésorerie cédée, dans le tableau de flux de trésorerie sur la ligne « Cessions d'actifs ».

3.2 Opérations de cession de la branche Plâtre

Le Groupe présente depuis septembre 2011 les activités de la branche Plâtre (à l'exclusion des activités en Moyen-Orient et Afrique) comme une « activité abandonnée » tel qu'expliqué dans la Note 3.2.1 annexée aux comptes consolidés du Document de Référence 2012. Le Groupe a cédé ses activités en Australie en août 2011 et ses activités d'Europe occidentale, Europe centrale et de l'est, Amérique Latine et Asie lors du dernier trimestre 2011.

Les participations dont la cession n'est pas effective continuent d'être consolidées et sont présentées sur des lignes distinctes des comptes consolidés. Au 30 juin 2013, les actifs et passifs en cours de cession de ces participations n'ont pas évolué de manière significative depuis le 31 décembre 2012.

Les actifs amortissables ne sont plus amortis (incidence de 10 millions d'euros sur le premier semestre 2013 et 2012).

Le 24 juin 2013, le Groupe a signé un contrat de vente de ses opérations Plâtre en Amérique du Nord à une division du fonds d'investissement Lone Star, pour une valeur d'entreprise de 700 millions de dollars américains. La réalisation définitive de cette opération, soumise à l'approbation des autorités compétentes, devrait intervenir lors du second semestre 2013.

3.3 Cession d'actifs granulats en Georgie (Etats-Unis)

En février et mars 2013, le Groupe a cédé six carrières de granulats situées dans l'Etat de Géorgie (Etats-Unis). L'incidence nette de cette cession est de 115 millions d'euros, après déduction de la trésorerie cédée, dans le tableau de flux de trésorerie sur la ligne « Cessions d'actifs » et de 4 millions d'euros au titre de la plus-value de cession dans le compte de résultat consolidé sur la ligne « Plus- ou (moins-) value de cession ».

Note 4. Information sectorielle

Le Groupe est organisé par pays. Les pays ou groupes de pays sont les secteurs opérationnels du Groupe. 6 régions sont présentées, correspondant à des regroupements de pays ou groupes de pays (sauf l'Amérique du Nord qui est un secteur opérationnel) :

- Europe occidentale
- Amérique du Nord
- Europe Centrale et de l'Est
- Moyen-Orient et Afrique
- Amérique Latine
- Asie

L'information sectorielle ci-après pour chaque secteur présenté est conforme à celle présentée au Président-directeur général⁵ aux fins de prises de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Chaque secteur opérationnel tire ses revenus des produits suivants :

- Une large gamme de ciments et liants hydrauliques adaptés aux besoins du secteur de la construction ;
- Les granulats et béton ;
- Les autres produits : principalement le plâtre.

La direction du Groupe suit la performance de l'activité sur la base :

- du chiffre d'affaires par origine ;
- du résultat brut d'exploitation (EBITDA), défini comme le résultat d'exploitation avant plus values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres, avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels ;
- du résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres ; et
- des capitaux investis, définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées et du besoin en fonds de roulement.

La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.

Les principes comptables utilisés pour les indicateurs de l'information sectorielle sont conformes à ceux appliqués aux comptes consolidés (tels que décrits en Note 2).

Les ventes et transferts entre les secteurs opérationnels sont réalisés au prix du marché.

⁵ Principal Décideur Opérationnel

a) Information par secteur

30 juin 2013 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique Latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	1 661	1 259	492	2 086	456	1 454	
Moins : inter-secteur	(59)	-	(4)	(69)	-	(28)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	1 602	1 259	488	2 017	456	1 426	7 248
EBITDA	150	129	45	550	122	306	1 302
Dotation aux amortissements des immobilisations	(129)	(78)	(44)	(154)	(21)	(85)	(511)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	21	51	1	396	101	221	791
Plus- (moins-) values de cession	42	-	-	-	-	4	46
Autres produits (charges) d'exploitation	(80)	(17)	(6)	(17)	(4)	(5)	(129)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(13)</i>	<i>(10)</i>	<i>(4)</i>	-	-	<i>(1)</i>	<i>(28)</i>
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(17)	34	(5)	379	97	220	708
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	68	36	182	62	23	139	510
Capitaux investis	5 481	5 108	2 783	11 179	1 265	3 909	29 725
ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE							
Actifs sectoriels	7 124	5 660	3 031	12 281	1 493	5 025	34 614
<i>Dont participations dans des entreprises associées</i>	<i>145</i>	<i>13</i>	<i>43</i>	<i>212</i>	<i>39</i>	<i>8</i>	<i>460</i>
Actifs en cours de cession	-	451	-	-	-	-	451
Actifs non alloués ^(a)							3 913
TOTAL ACTIF							38 978
Passifs sectoriels	2 537	1 480	281	1 074	230	860	6 462
Passifs liés aux actifs en cours de cession	-	40	-	-	-	-	40
Passifs et capitaux propres non alloués ^(b)							32 476
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							38 978

(a) Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

30 juin 2012 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique Latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	1 660	1 395	572	2 262	474	1 414	
Moins : inter-secteur	(36)	-	(11)	(66)	-	(50)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	1 624	1 395	561	2 196	474	1 364	7 614
EBITDA	255	128	87	646	129	268	1 513
Dotation aux amortissements des immobilisations	(94)	(98)	(40)	(162)	(21)	(86)	(501)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	161	30	47	484	108	182	1 012
Plus- (moins-) values de cession	-	2	-	-	-	42	44
Autres produits (charges) d'exploitation	(297)	(45)	(9)	(21)	(2)	(9)	(383)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	(163)	(3)	(3)	(1)	-	-	(170)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(136)	(13)	38	463	106	215	673
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	65	33	60	59	23	73	313
Capitaux investis	4 152	5 909	2 677	12 299	1 351	4 110	30 498
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE							
Actifs sectoriels	5 490	6 498	2 944	13 515	1 580	5 146	35 173
Dont participations dans des entreprises associées	155	19	42	224	37	8	485
Actifs en cours de cession	1 906	455	-	-	-	-	2 361
Actifs non alloués ^(a)							3 737
TOTAL ACTIF							41 271
Passifs sectoriels	2 032	1 761	294	1 201	234	780	6 302
Passifs liés aux actifs en cours de cession	341	31	-	-	-	-	372
Passifs et capitaux propres non alloués ^(b)							34 597
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							41 271

(a) Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

31 décembre 2012 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique Latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	3 271	3 375	1 293	4 423	961	2 832	
Moins : inter-secteur	(90)	-	(23)	(140)	-	(86)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	3 181	3 375	1 270	4 283	961	2 746	15 816
EBITDA	507	558	256	1 242	296	564	3 423
Dotation aux amortissements des immobilisations	(191)	(198)	(81)	(329)	(40)	(171)	(1 010)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	316	360	175	913	256	393	2 413
Plus- (moins-) values de cession	-	10	-	1	-	42	53
Autres produits (charges) d'exploitation	(357)	(65)	(36)	(71)	(4)	(13)	(546)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(178)</i>	<i>(7)</i>	<i>(19)</i>	<i>(5)</i>	-	<i>(3)</i>	<i>(212)</i>
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(41)	305	139	843	252	422	1 920
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	156	112	121	142	72	172	775
Capitaux investis	4 081	5 060	2 686	11 560	1 332	3 938	28 657
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE							
Actifs sectoriels	5 244	5 632	3 007	12 701	1 550	5 073	33 207
Dont participations dans des entreprises associées	156	20	42	204	40	8	470
Actifs en cours de cession	1 849	431	-	-	-	-	2 280
Actifs non alloués ^(a)							3 977
TOTAL ACTIF							39 464
Passifs sectoriels	1 952	1 681	359	1 107	217	892	6 208
Passifs liés aux actifs en cours de cession	348	40	-	-	-	-	388
Passifs et capitaux propres non alloués ^(b)							32 868
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							39 464

(a) Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

b) Information par ligne de produit

(en millions d'euros)	Produits des activités ordinaires externes			Produits des activités ordinaires		
	30 juin 2013	30 juin 2012	31 décembre 2012	30 juin 2013	30 juin 2012	31 décembre 2012
Ciment	4 723	5 127	10 373	5 044	5 470	11 085
Granulats & Béton	2 476	2 443	5 353	2 484	2 450	5 367
Autres produits	49	44	90	49	44	90
Eliminations				(329)	(350)	(726)
Total	7 248	7 614	15 816	7 248	7 614	15 816

c) Information par pays

(millions d'euros)	30 juin 2013		30 juin 2012		31 décembre 2012	
	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels *	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels *	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels *
Europe occidentale	1 602	5 737	1 624	4 220	3 181	4 231
dont :						
France	910	2 314	959	2 334	1 855	2 344
Royaume-Uni ***	483	1 595	414	-	822	-
Amérique du Nord	1 259	4 493	1 395	5 207	3 375	4 700
dont :						
Etats-Unis **	450	1 252	588	1 672	1 307	1 368
Canada **	809	834	807	908	2 068	894
Europe centrale et de l'est	488	2 627	561	2 481	1 270	2 642
Moyen Orient et Afrique	2 017	10 971	2 196	12 173	4 283	11 444
dont :						
Egypte	184	2 247	241	2 782	459	2 491
Algérie	304	3 072	287	3 189	584	3 133
Nigéria	310	1 329	303	1 386	572	1 319
Amérique latine	456	1 251	474	1 353	961	1 310
dont :						
Brésil	308	847	329	933	666	905
Asie	1 426	3 845	1 364	3 996	2 746	3 939
Total	7 248	28 924	7 614	29 430	15 816	28 266

* Les actifs non-courants sectoriels regroupent le goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles et les participations dans des entreprises associées

** Actifs non courants sectoriels hors goodwill

*** Augmentation des actifs non-courants sectoriels suite à la création de la coentreprise Lafarge Tarmac (voir Note 3.1)

Note 5. Résultats par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action pour les périodes closes les 30 juin 2013 et 2012, et pour le 31 décembre 2012 est présenté ci-dessous :

	6 mois		31 décembre
	2013	2012	2012
Numérateur (millions d'euros)			
Résultat net, part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	84	(21)	365
Dont résultat net des activités poursuivies	63	(18)	349
Dénominateur (en milliers d'actions)			
Nombre moyen d'actions	287 205	287 063	287 079
Nombre total d'actions potentielles dilutives	2 062	1 091	1 183
Nombre moyen d'actions - dilué	289 267	288 154	288 262
Résultat par action (euros)	0,29	(0,07)	1,27
Résultat dilué par action (euros)	0,29	(0,07)	1,27
Résultat par action des activités poursuivies (euros)	0,22	(0,06)	1,21
Résultat dilué par action des activités poursuivies (euros)	0,22	(0,06)	1,21

Note 6. Passifs financiers

Les passifs financiers se décomposent comme suit :

	30 juin		31 décembre
	2013	2012	2012
<i>(millions d'euros)</i>			
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	11 351	11 919	11 212
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	38	49	49
Passifs financiers, part à plus d'un an	11 389	11 968	11 261
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	3 113	3 200	2 823
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	11	57	-
Passifs financiers, part à moins d'un an	3 124	3 257	2 823
Total passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires	14 464	15 119	14 035
Total options de vente octroyées aux minoritaires	49	106	49
Total passifs financiers	14 513	15 225	14 084

Les passifs financiers à moins d'un an que le Groupe a la capacité de refinancer en utilisant le financement disponible fourni par les lignes de crédit confirmées à moyen et long terme sont classés dans l'état de la situation financière consolidée en passif non courant dans la rubrique "Passifs financiers" (892 millions d'euros au 30 juin 2013 et aucun montant au 31 décembre 2012). La variation nette de ces passifs est une augmentation de 892 millions d'euros au 30 juin 2013 (une diminution de 28 millions d'euros au 30 juin 2012 et une diminution de 57 millions d'euros au 31 décembre 2012) et est présentée dans le tableau des flux de trésorerie en "Augmentation des passifs financiers à plus d'un an".

Le tableau suivant détaille les échéances contractuelles de nos différents contrats d'emprunt (hors options de vente octroyées aux minoritaires), incluant les flux contractuels non actualisés y compris les intérêts futurs, sur la base de l'échéance la plus proche à laquelle le Groupe peut être appelé. En application d'IAS 1, lorsque le Groupe n'a pas le droit inconditionnel de différer l'échéance au-delà de 12 mois le passif financier est classé par principe en passifs courants sans tenir compte des renégociations hautement probables examinées ou en cours de mise en œuvre par la direction afin de prolonger la maturité de l'instrument financier.

(millions d'euros)	A moins de six mois	A plus de six mois et moins d'un an	Flux contractuels à moins d'un an (incl. Intérêts futurs)	Etat de situation financière Total Passifs courants	A plus d'un an et moins de cinq ans	A plus de 5 ans	Flux contractuels à plus d'un an (incl. Intérêts futurs)	Etat de situation financière, Total Passifs non courants	Total flux contractuels (incl. Intérêts futurs)	Total Etat de situation financière 30 juin 2013
Total passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires	2 084	1 770	3 854	3 113	10 195	5 405	15 600	11 351	19 453	14 464

Taux d'intérêt

Le taux d'intérêt moyen instantané de l'endettement brut après swaps s'établit au 30 juin 2013 à 6,3% (6,2% au 30 juin 2012 et 6,4 % au 31 décembre 2012).

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement net après swaps (endettement brut minoré de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) s'établit à 7,1% pour le premier semestre 2013, stable par rapport au premier semestre 2012 et 7,2% pour l'année 2012.

Programme de cession de créances (titrisation)

Le Groupe dispose de plusieurs programmes de cession de créances commerciales sous forme de titrisation, tels que décrits dans la Note 17 des comptes consolidés du Document de référence 2012.

Dans le cadre de ces programmes, certaines filiales françaises et nord américaines ont convenu de vendre certaines de leurs créances clients. Ces créances clients cédées sont conservées dans l'état de situation financière et s'élèvent au 30 juin 2013 à 394 millions d'euros (520 millions d'euros au 30 juin 2012 et 371 millions d'euros au 31 décembre 2012).

La part à moins d'un an des passifs financiers, financement reçu dans le cadre de ces programmes, s'élève à 328 millions d'euros au 30 juin 2013 (383 millions d'euros au 30 juin 2012 et 300 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Les programmes européens font l'objet de dépôts et parts subordonnés s'élevant à 66 millions d'euros au 30 juin 2013 (137 millions d'euros au 30 juin 2012 et 71 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Note 7. Capitaux propres

(a) Dividendes

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action voté par le Groupe en 2013 au titre de l'exercice 2012 (payé en juillet 2013) ainsi que celui voté en 2012 au titre de l'exercice 2011 (payé en juillet 2012).

(en euros, sauf indication contraire)	2012	2011
Dividende total (en millions d'euros)	289	145
Dividende par action	1,00	0,50
Dividende majoré par action*	1,10	0,55

* Voir la Section 6.2.5 (c) (Statuts - Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions) du Document de Référence 2012 pour plus d'informations sur le dividende majoré.

(b) Autres éléments du résultat global, nets d'impôts – part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

L'analyse du mouvement de la période des autres éléments du résultat global, nets d'impôts, pour la part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe, est la suivante :

	Au 31 décembre 2012	Variation de la période	Transfert au compte de résultat	Au 30 juin 2013
Actifs financiers disponibles à la vente	21			21
<i>Valeur brute</i>	31			31
<i>Impôt différé</i>	(10)			(10)
Couverture des flux de trésorerie	(27)		1	(26)
<i>Valeur brute</i>	(37)		2	(35)
<i>Impôt différé</i>	10		(1)	9
Gains et pertes actuariels	(919)	52		(867)
<i>Valeur brute</i>	(1 310)	84		(1 226)
<i>Impôt différé</i>	391	(32)		359
Total Autres réserves	(925)	52	1	(872)
Total Ecart de conversion	(719)	(654)		(1 373)
Total Autres éléments du résultat global, nets d'impôts	(1 644)	(602)	1	(2 245)

Note 8. Procédures judiciaires et d'arbitrage

Lafarge est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires et arbitrales dans le cadre de l'exercice normal de son activité. Lafarge fait également l'objet de certaines demandes et actions en justice qui dépassent le cadre du cours ordinaire de son activité et dont les plus significatives sont résumées ci-après.

Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation par Lafarge du niveau de risque au cas par cas et dépend notamment de l'appréciation par Lafarge du bien-fondé des demandes, du stade d'avancement des procédures et des arguments de défense de Lafarge, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation du risque.

Concurrence

Allemagne – Ciment : À la suite d'enquêtes sur le marché allemand du ciment, les autorités allemandes de la concurrence (le « Bundeskartellamt ») ont imposé, le 14 avril 2003, des amendes aux principaux cimentiers en Allemagne, dont l'une d'un montant de 86 millions d'euros à Lafarge Zement, la filiale cimentière du Groupe en Allemagne, au titre de pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Estimant que le montant de l'amende était disproportionné au regard des faits, Lafarge Zement avait formé un recours contre cette décision auprès de la Cour d'Appel de Düsseldorf (le « Oberlandesgericht »). Par ailleurs, le 15 août 2007, Lafarge Zement s'était partiellement désisté de son appel pour certains griefs qui lui avaient été notifiés par le Bundeskartellamt. En conséquence, Lafarge Zement avait payé un montant de 16 millions d'euros le 2 novembre 2007 et réduit la provision d'un montant équivalent (Il convient de noter que le Bundeskartellamt réclamait le paiement des intérêts courus sur ce montant, ce qui lui a été accordé par la cour). La décision de la Cour d'Appel de Düsseldorf concernant les griefs pour lesquels Lafarge Zement avait maintenu son appel avait finalement été rendue le 26 juin 2009, exonérant partiellement Lafarge Zement et réduisant très significativement l'amende restant due à 24 millions d'euros. Lafarge Zement avait alors formé un pourvoi devant la Cour Suprême Fédérale évoquant des moyens de droit.

Le 9 avril 2013, la Cour Suprême Fédérale a notifié son jugement définitif, confirmant le verdict de la Cour d'Appel de Düsseldorf, sous réserve d'une réduction de 5% de l'amende (correspondant à 1,2 million d'euros). En conséquence, au cours du deuxième trimestre, Lafarge Zement a payé l'amende de 22,8 millions d'euros (dont le montant était entièrement provisionné), et obtenu le remboursement par le Bundeskartellamt d'une somme de 4,4 millions d'euros (sur les 16 millions d'euros versés le 2 novembre 2007), soit au final un paiement net par Lafarge Zement de 18,4 millions d'euros.

Dans l'action civile de groupe introduite en parallèle par des tiers réclamant la réparation de dommages résultant de telles pratiques anticoncurrentielles en Allemagne, suite aux audiences ayant eu lieu en mars 2012, le tribunal régional de Düsseldorf s'était prononcé sur divers points de droit. Des procédures supplémentaires relatives à la prescription sont en cours et des audiences auront lieu dans les prochains mois.

Inde – Ciment : En Inde, une enquête avait été initiée en 2011 à l'encontre des principaux acteurs du marché indien du ciment. Suite à cette enquête, par décision en date du 21 juin 2012, la Commission de la concurrence de l'Inde a condamné les cimentiers pour non-respect des dispositions du « Competition Act, 2002 » relatif aux accords anticoncurrentiels. La Commission a condamné 11 cimentiers, dont notre filiale Lafarge India PVT Ltd. La Commission a également condamné l'association professionnelle indienne des cimentiers. La sanction infligée à Lafarge India PVT Ltd est de 4,8 milliards de roupies (67 millions d'euros), sur un montant total de soixante milliards de roupies (830 millions d'euros). Lafarge India PVT Ltd conteste vigoureusement le fondement de cette condamnation et a introduit le 31 août 2012 un recours en appel devant le « Competition Appeal Tribunal », ainsi qu'une requête visant à sursoir au paiement de l'amende jusqu'à décision finale de ce « Competition Appeal Tribunal ». Par décision en date du 17 mai 2013, après différentes étapes procédurales, le « Competition Appeal Tribunal » a décidé d'accorder ce sursis provisoire, sous condition du versement d'un dépôt de garantie de 10% du montant de l'amende infligée par la Commission. Lafarge India PVT a déposé la somme correspondante (soit 6,7 millions d'euros) le 24 juin 2013, tout en demandant au Tribunal de rectifier et réduire ce montant.

Aucune provision n'a été constituée.

Les audiences sur le fond de l'affaire reprendront en août 2013 et la décision finale du « Competition Appeal Tribunal » pourrait intervenir d'ici la fin de cette année.

Etats-Unis – Plâtre : À compter de décembre 2012, une série d'actions pour pratiques anticoncurrentielles a été initiée contre l'ensemble des acteurs de l'industrie des plaques de plâtre, y compris Lafarge North America Inc., auprès de cours fédérales situées dans plusieurs villes, dont Philadelphie, Chicago et Charlotte. Ces actions ont depuis été regroupées devant le « Eastern District of Pennsylvania » et les demandeurs ont déposé une plainte groupée. En substance, les demandeurs allèguent de pratiques anticoncurrentielles visant à des augmentations de prix dans les années 2012 et 2013. Les demandeurs n'apportent aucune preuve directe d'accords entre les défendeurs, et s'appuient en grande partie sur des éléments circonstanciels présumés. Lafarge North America Inc. estime ces poursuites sans fondement et entend opposer une défense vigoureuse à ces actions.

Aucune provision n'a été constituée.

Sur le sujet concurrence, il est par ailleurs mentionné deux enquêtes par des autorités de concurrence qui ne constituent pas des procédures judiciaires et pour lesquelles aucune provision n'est constituée.

Europe – Ciment : En novembre 2008, la Commission européenne a procédé à des inspections sur les sites des principaux cimentiers implantés en Europe, dont Lafarge, sur le fondement de suspicions de pratiques anticoncurrentielles. Par lettre en date du 6 décembre 2010, la Commission a notifié aux parties l'ouverture d'une enquête officielle (sans qu'il s'agisse toutefois d'une notification de griefs), en rappelant qu'à ce stade, elle n'avait pas de preuves concluantes de pratiques anticoncurrentielles. Les infractions présumées qui font l'objet de l'enquête concernent d'éventuelles restrictions de flux commerciaux dans ou à l'entrée de l'EEE, des répartitions de marchés, des coordinations de prix sur les marchés du ciment et les marchés connexes (bétons, granulats). Les pays cités, pour Lafarge, sont au nombre de sept (7) : la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Espagne, la République Tchèque, la Grèce et l'Autriche. L'enquête de la Commission est en cours et Lafarge a répondu à ses multiples demandes d'informations. En novembre 2011, Lafarge a reçu à la suite de sa dernière réponse une injonction de lever toutes réserves et de fournir à la Commission sous la menace d'une astreinte toutes informations complémentaires nécessaires à la poursuite de son enquête. Lafarge a fourni diligemment lesdites informations et a par ailleurs déposé un recours en annulation contre cette décision d'astreinte. Par lettre reçue le 15 janvier 2013, la Commission a confirmé qu'aucune amende ne serait infligée à Lafarge au titre de cette injonction et, en conséquence, Lafarge a retiré le recours visant à son annulation. Au cours du troisième trimestre 2012, des représentants de la commission européens ont procédé à des investigations chez les associations professionnelles cimentières française, allemande et européenne. Les prochaines étapes de cette enquête ne sont pas connues et aucune conclusion ne peut être tirée à ce stade.

Grande-Bretagne – Ciment : Le 18 janvier 2012, l'« Office of Fair Trading » (« OFT ») a annoncé avoir demandé à la Commission de la Concurrence UK (la « Commission ») de mener une enquête sectorielle approfondie sur le marché des Granulats, du Ciment et du Béton (« Industrie ») en Grande-Bretagne. L'OFT estime avoir des raisons suffisantes de penser que des problèmes de concurrence, liés à la structure du marché, peuvent exister, et considère que l'Industrie présente des caractéristiques susceptibles de limiter l'intensité de la concurrence en Grande-Bretagne. En conséquence, la Commission a mené une enquête sectorielle approfondie sur l'approvisionnement des produits visés. Le 21 mai 2013 la Commission a publié un rapport de recherches provisoire (le « Rapport ») alléguant de l'existence d'une combinaison de caractéristiques structurelles et de conduite (« combination of structural and conduct features ») pouvant entraîner des effets sur la concurrence dans le marché du ciment en Grande-Bretagne. Le 25 juin 2013, Lafarge Tarmac a répondu à ce Rapport contestant vigoureusement les conclusions provisoires et les remèdes envisagés. A la suite des audiences qui se sont déroulées le 3 juillet 2013, la Commission devrait publier une position provisoire sur les remèdes en septembre 2013 et le rapport final devrait être publié en janvier 2014.

Autres procédures

États-Unis – Ouragan Katrina : Fin 2005, des actions individuelles et de groupe (class actions) ont été introduites auprès du Tribunal fédéral de l'État de Louisiane (United States District Court for the Eastern District of Louisiana). Dans leurs allégations, les demandeurs considèrent que notre filiale américaine Lafarge North America Inc. (LNA) et/ou d'autres défendeurs, dont le Gouvernement fédéral, sont responsables de décès et de dommages corporels et matériels, y compris environnementaux, subis par des personnes situées à la Nouvelle Orléans et dans ses environs, en Louisiane. Certaines de ces plaintes prétendent que ces dommages résultent d'une barge utilisée contractuellement par LNA qui aurait provoqué la rupture de la digue du "Inner Arbor Navigational Canal" à la Nouvelle Orléans durant ou à la suite de l'ouragan Katrina. Cette affaire a été transférée au Tribunal où sont traitées des actions impliquant également le Gouvernement des États-Unis. Le 21 mai 2009, le Tribunal a rejeté la demande de qualification d'action de groupe (class action).

Le procès concernant un premier groupe de demandeurs a débuté fin juin 2010. Dans une décision en date du 20 janvier 2011, les juges ont tranché en faveur de LNA. Après avoir interjeté appel de cette décision, ces demandeurs ont par la suite décidé de le retirer. Notre filiale a alors déposé une requête visant à obtenir un jugement sommaire ("Motion for Summary Judgment") à l'encontre de l'ensemble des autres demandeurs. L'audience s'est tenue en octobre 2011, et une décision a été rendue par la "Federal Court" le 20 mars 2012 accordant ce jugement sommaire en faveur de LNA et contre l'ensemble des autres instances introduites devant la "Federal Court". Les plaignants avaient fait appel de cette décision mais l'ont récemment volontairement retiré. Le 16 septembre 2011, une nouvelle action a été initiée par le "Parish of Saint Bernard" devant la "State Court" de Louisiane. Notre filiale a demandé le renvoi de cette action devant le même juge de la "Federal Court" saisi des principales actions ; requête à laquelle il a été consenti. LNA a ensuite déposé une requête visant à obtenir un jugement sommaire contre "Parish of Saint Bernard", requête à laquelle il a aussi été consenti. Les plaignants ont fait appel de cette décision le 3 janvier 2013.

Notre filiale Lafarge North America Inc. oppose une défense vigoureuse à cette action en cours. Lafarge North America Inc. estime que ces allégations à son encontre sont sans fondement.

À l'occasion d'acquisitions intervenues au cours des dernières années, Lafarge ou ses filiales sont ou pourraient être confrontés à diverses demandes, exigences ou réclamations, notamment d'actionnaires minoritaires.

À l'occasion des cessions intervenues au cours des dernières années, Lafarge et ses filiales ont accordé des garanties usuelles, notamment en matière comptable, fiscale, sociale, de qualité produits, de litiges, de concurrence, et d'environnement. Lafarge et ses filiales ont reçu ou pourraient recevoir à l'avenir des demandes de mise en jeu de ces garanties. En particulier, une procédure d'arbitrage est en cours entre certaines filiales de Lafarge et l'acquéreur d'une de nos activités qui réclame un montant total de 59 millions de dollars américains, pour des motifs que nos filiales considèrent sans fondement. Aucune provision n'a été constituée au titre de cette réclamation. Nous nous attendons à ce que la décision finale et définitive du tribunal arbitral soit rendue durant le troisième trimestre 2013.

Au regard de l'analyse actuelle, il a été globalement conclu qu'il n'y avait pas lieu de comptabiliser à ce jour de provisions importantes à ce titre.

Enfin, certaines filiales du Groupe font l'objet de litiges et de réclamations dans le cours normal de leurs affaires. Le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'effets significatifs sur la situation financière, les résultats ou les flux de trésorerie de la Société et/ou du Groupe. À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres procédures gouvernementales, judiciaires ou d'arbitrage qui pourraient avoir, ou a eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 9. Engagements hors bilan

(millions d'euros)	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	30 juin 2013	31 décembre 2012
ENGAGEMENTS DONNÉS					
Engagements liés aux activités opérationnelles					
Engagements d'investissements industriels et autres engagements d'achat	458	787	668	1 913	1 913
Locations d'exploitation	201	461	225	887	1 034
Autres engagements	266	44	113	423	533
Engagements liés au financement					
Nantissement de titres	6	-	91	97	102
Nantissement d'actifs	122	232	56	410	441
Cautions et autres garanties	28	236	-	264	193
Paievements d'intérêts prévus ⁽¹⁾	868	2 182	1 872	4 922	4 015
Paievements nets prévus dans le cadre des swaps de taux d'intérêts ⁽²⁾	9	(11)	-	(2)	(11)
Engagements liés au périmètre					
Garanties de passif	19	408	-	427	449
Obligations de rachat d'intérêt dans des co-entreprises	15	-	-	15	15
ENGAGEMENTS RECUS ⁽³⁾					
Lignes de crédit confirmées et lignes d'acquisition non utilisées	25	2 900	-	2 925	3 435
Autres lignes de financement disponibles	-	-	450	450	450

(1) Les paiements d'intérêts prévus sont déterminés sur la base des taux en vigueur au 30 juin et sont calculés hors intérêts sur billets de trésorerie dont les taux sont précomptés. Les paiements d'intérêts prévus incluent le paiement d'intérêts sur les instruments dérivés de change.

(2) Les paiements d'intérêts prévus pour la jambi variable des swaps sont calculés sur la base des taux en vigueur au 30 juin 2013 et 31 décembre 2012.

(3) voir 9.2

9.1 – Engagements donnés**(a) Engagements liés aux activités opérationnelles**

Dans le cadre normal de ses activités, le Groupe a souscrit des contrats à long terme d'approvisionnement en matières premières ou en énergie.

Le Groupe est engagé en tant que preneur dans des contrats de location d'exploitation portant sur des terrains, des constructions et des équipements. Le montant en engagement hors bilan correspond aux loyers futurs minimaux.

(b) Engagements liés au périmètre

Dans le cadre de ses opérations de cession, le Groupe a accordé aux acquéreurs des garanties de passif, pour lesquelles le risque est jugé mineur, pour un montant maximum total en vigueur au 30 juin 2013 de 427 millions d'euros.

Par ailleurs, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a renforcé de 15 % fin 2009 sa participation minoritaire dans nos opérations ciment en Russie. À partir de décembre 2015, le Groupe aura le droit de racheter ce complément de participation minoritaire à sa valeur de marché. Dans l'hypothèse où le Groupe n'exerçait pas cette option d'achat, il pourrait être amené à céder tout ou partie de sa propre participation à un tiers ou à la BERD.

9.2 – Engagements reçus

Dans le cadre de ses opérations d'acquisition, le Groupe a reçu des garanties de passifs pour un montant maximum de 107 millions d'euros dans le cadre de l'acquisition des opérations cimentières de Votorantim au Brésil en 2010. Le Groupe a par ailleurs reçu des garanties spécifiques pour couvrir certains actifs, propriétés et accords spécifiques liés à cette transaction.

Note 10. Opérations avec des parties liées

Il n'y a aucune transaction significative sur la période avec des parties liées ni d'évolution quant à la nature des transactions telles que décrites dans la Note 30 des comptes consolidés du Document de Référence 2012.

Note 11. Evénements postérieurs à la clôture

Augmentation de capital dans Lafarge India Private Limited

Le 15 juillet 2013, Le Groupe a finalisé l'augmentation de capital de 14 milliards de roupies (environ 180 millions d'euros) souscrite par Baring Private Equity Asia, représentant une participation minoritaire de 14% dans Lafarge India Private Limited, la filiale indienne du Groupe.

Attestation des responsables du rapport financier semestriel

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de Lafarge et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions avec les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 26 juillet 2013,

Jean-Jacques Gauthier
Directeur général adjoint Groupe Finance

Bruno Lafont
Président-Directeur Général

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires condensés de la société Lafarge, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2 « Nouvelles normes et interprétations IFRS » des notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires condensés qui expose les effets liés à l'application au 1^{er} janvier 2013 des amendements de la norme IAS 19 – Avantages du personnel.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires condensés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 26 juillet 2013

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

Arnaud de Planta

Frédéric Gourd

Alain Perroux

Nicolas Macé